

RCS : BAYONNE Code greffe : 6401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BAYONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 00483 Numéro SIREN : 412 730 848 Nom ou dénomination : EMERALD COAST

Ce dépôt a été enregistré le 22/10/2020 sous le numéro de dépôt 7398

EMERALD COAST

Société par actions simplifiées

Au capital de 11 314 005 euros

Siège social : 162, rue Belharra 64500 ST JEAN DE LUZ

412 730 848 RCS BAYONNE

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

AU 31 OCTOBRE 2019

COPIE CERTIFIEE CONFORME

**Le Président
David TANNER**



Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial	850 000	0	850 000	850 000
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	850 000	0	850 000	850 000
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	297 188	297 188	0	4 362
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	297 188	297 188	0	4 362
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	304 837	0	304 837	316 333
TOTAL immobilisations financières	304 837	0	304 837	316 333
Total Actif Immobilisé (II)	1 452 025	297 188	1 154 837	1 170 695
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	9 220 217	442 367	8 777 850	9 353 668
TOTAL Stock	9 220 217	442 367	8 777 850	9 353 668
Avances et acomptes versés sur commandes	10 863	0	10 863	112 740
Clients et comptes rattachés	5 624 446	801 190	4 823 256	2 120 601
Autres créances	36 629 052	0	36 629 052	19 429 338
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	42 264 361	801 190	41 463 171	21 662 679
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	827 126	0	827 126	993 933
TOTAL Disponibilités	827 126	0	827 126	993 933
Charges constatées d'avance	273 334	0	273 334	303 210
Total Actif Circulant (III)	52 585 038	1 243 557	51 341 482	32 313 491
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	4 308 399		4 308 399	3 093 279
Total Général (I à VI)	58 345 462	1 540 744	56 804 718	36 577 465

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 11 314 005	11 314 005	300 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		30 000	30 000
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	6 895 644	965 561
TOTAL Réserves		6 925 644	995 561
Report à nouveau		0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-3 774 209	5 930 083
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		14 465 440	7 225 644
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		4 622 584	3 093 279
Provisions pour charges		0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		4 622 584	3 093 279
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 901	7 256
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	389 146	510 966
TOTAL Dettes financières		393 046	518 222
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 495 655	6 497 213
Dettes fiscales et sociales		289 232	530 110
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		31 434 707	18 571 510
TOTAL Dettes d'exploitation		37 219 595	25 598 833
Produits constatés d'avance		40 000	111 317
TOTAL DETTES (IV)		37 652 641	26 228 371
Ecart de conversion Passif (V)		64 053	30 170
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		56 804 718	36 577 465

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	8 811 657	37 730 298	46 541 955	59 475 221
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	79 026	170 867	249 893	352 488
Chiffres d'affaires nets	8 890 683	37 901 165	46 791 848	59 827 708
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			5 455 952	2 562 736
Autres produits			252 729	1 976 002
Total des produits d'exploitation (I)			52 500 529	64 366 445
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			29 412 244	31 875 568
Variation de stock (marchandises)			-2 113 312	-872 534
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			3 564 186	4 207 476
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 017 318	-897 376
Autres achats et charges externes			13 597 837	12 727 281
Impôts, taxes et versements assimilés			-5 094	238 301
Salaires et traitements			946 047	1 223 186
Charges sociales			413 479	422 398
Dotations d'exploitation	sur Dotations aux amortissements		40 740	25 985
	immobilisations Dotations aux provisions		0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		5 551 956	4 558 929
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		314 185	0
Autres charges			5 555 360	3 054 442
Total des charges d'exploitation (II)			56 260 310	56 563 655
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-3 759 780	7 802 791
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			28 196	549 217
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 197	1 153
Autres intérêts et produits assimilés			0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			29 393	550 370
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			89 772	149 079
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			89 772	149 079
RÉSULTAT FINANCIER			-60 379	401 291
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-3 820 159	8 204 082

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	50 000	90 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	50 000	90 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 051	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	4 051	0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	45 949	90 000
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	177 315
Impôts sur les bénéfices (X)	0	2 186 684
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	52 579 923	65 006 815
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	56 354 133	59 076 732
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-3 774 210	5 930 083

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

EMERALD COAST SAS

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/10/2019

dont le total est 56 804 718 € et le résultat s'élève à -3 774 210 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/11/2018 au 31/10/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. Faits caractéristiques

1.1 Intégration du Groupe Billabong en France

Le 24 avril 2018, le groupe Boardriders avait réalisé l'acquisition de l'intégralité des titres de Billabong International Ltd (société de droit australien, holding du groupe Billabong).

L'acquisition de Billabong n'a pas eu d'impact sur l'organisation juridique et opérationnelle de Emerald Coast qui reste dédiée à la conception, au marketing et à la distribution des produits de la marque DC Shoes.

1.2 Augmentation de capital

Par décision du 27 Mars 2019, Na Pali, actionnaire unique la Société, a augmenté le capital d'Emerald Coast pour un montant de 11 014 005 € par émission de 734 267 actions nouvelles faisant suite à une conversion de créance. Cette opération a été réalisée en vue réduire la dette intragroupe d'Emerald Coast et d'améliorer ses fonds propres.

1.3 Changement de dirigeants

Par la décision du 19 Avril 2019, Dave Tanner est nommé Président de Emerald Coast, Greg Healy est nommé Directeur Général de Emerald Coast, en remplacement de Thomas Chambolle.

1.4 Cyber attaque

Le Groupe intégrant Emerald Coast a subi une Cyber Attack mondiale le 24 octobre 2019, occasionnant un ralentissement général de son activité, notamment au niveau de ses entrepôts logistiques qui ne pouvaient plus recevoir de commandes de marchandises. Ce ralentissement a entraîné une perte de chiffres d'affaires significative pour le Groupe.

Le Groupe a toutefois réussi à rapidement stabiliser son environnement informatique et à le sécuriser. L'ensemble de ses données essentielles à la continuité de l'exploitation ont pu être restaurées.

II. Evènements post-clôture

2.1 Contrôle fiscal

Emerald Coast a fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité concernant la période du 01/11/2014 au 31/10/2017 et l'ensemble des impôts et taxes.

La vérification a démarré le 18 septembre 2018 et la réunion de synthèse au lieu le 11 décembre 2019.

La Société avait reçu une proposition de rectification interruptive de prescription datée du 19 décembre 2018 concernant l'exercice clos le 31/10/2015.

La Société a reçu la proposition de rectification finale en date du 17 décembre 2019 qu'elle a acceptée le 17 janvier 2020. Emerald Coast a reçu l'Avis de Mise en Recouvrement en date du 15 juin 2020 et a réglé à la Direction des Grandes Entreprises 35 486 € correspondant à des rappels de retenue à la source, de CVAE, à des majorations et d'intérêts de retard.

Emerald Coast a également fait l'objet d'un redressement en matière d'IS. Appartenant au Groupe d'Intégration PILOT, les redressements d'IS ont été neutralisés par les déficits reportables du Groupe PILOT.

Conformément à la Convention d'intégration entre PILOT et Emerald Coast, cette dernière a réglé sur l'exercice 2020 le montant de 325 064 € à sa mère PILOT incluant 12 474,36 € d'intérêts de retard.

2.2 La crise épidémique du Covid-19

Entre le 31 Octobre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes par le Président le 18 Septembre 2020, est survenue la crise sanitaire évolutive du Covid-19. Celle-ci a débuté en fin d'année 2019, impactant dans un premier temps la Chine, pays d'établissement des principaux fournisseurs de matières du Groupe BOARDRIDERS. La crise s'est ensuite étendue dans les autres pays du monde, impactant les trois Régions du Groupe BOARDRIDERS.

En Europe, la crise sanitaire du Covid-19 vient frapper le Groupe BOARDRIDERS à partir du mois de mars 2020. Les mesures de fermetures des commerces non essentiels dans l'ensemble des pays européens afin de limiter la propagation de la pandémie du Covid-19 ont eu pour conséquence un arrêt quasi-total de l'activité du Groupe en Europe. L'impact pour le Groupe Europe est sans précédent avec un arrêt quasi total des ventes dans ses réseaux physiques Retail. Les magasins des clients Wholesale de BOARDRIDERS ont également été fermés en quasi-totalité, avec pour conséquence, de très significatives annulations de carnets de commandes.

La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive.

Emerald Coast a pris toutes les mesures d'urgence nécessaires à court terme pour faire face à ses problèmes de trésorerie :

- Tout d'abord, la Société a bénéficié des mesures de chômage partiel pour une partie significative de ses salariés entre les mois d'avril et de septembre 2020
- Ensuite, la Société a bénéficié des mesures gouvernementales prévoyant le report de 3 mois de ses cotisations sociales de mars, avril et mai sans majoration de retard.
- Elle a procédé à des coupes de dépenses (réduction des dépenses de marketing, réduction de toutes les dépenses discrétionnaires de frais généraux et des frais de déplacement).

Pour le reste de l'année 2020 et l'année 2021, le Groupe et la Société prévoient une reprise graduelle de leur activité. En réajustant les frais généraux à la baisse pour être en adéquation avec le niveau des ventes corrigées, la Société et le Groupe pourraient retrouver un résultat d'exploitation équivalent à celui de 2019 au cours de l'année 2022.

III. Continuité d'exploitation

L'associé unique de Emerald Coast, Na Pali a fait l'objet d'un refinancement en date du 24 août 2020, lui permettant d'assurer la continuité de son exploitation et celle de ses filiales.

Emerald Coast bénéficie du soutien financier de son associé unique, jusqu'à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2020.

A la date d'arrêté des comptes du Président le 18 Septembre 2020, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté de comptes du 31 octobre 2019 reste appropriée.

IV. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au règlement comptable de l'Autorité des normes comptables ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Le prix d'achat des progiciels informatiques est porté à ce poste. Ils sont amortis conformément aux dispositions fiscales en vigueur sur une durée pouvant aller de un an à trois ans, selon la nature des progiciels.

Les fonds commerciaux sont comptabilisés selon leur prix d'acquisition. Une dotation de dépréciation est inscrite en comptabilité lorsque la valeur du fonds est inférieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire, en fonction de leur durée d'usage :

Construction	Linéaire	5 à 30 ans
Agencement & aménagement des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel industriel	Linéaire	1 à 10 ans

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les intérêts des emprunts dédiés à la production sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

Créances clients et dépréciations

Les créances clients sont enregistrées en fonction de l'incoterm de livraison des marchandises.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances échues depuis plus de 90 jours (hors contentieux et redressement judiciaire), ainsi que les clients contentieux et les clients en redressement judiciaire, quelque soit leur ancienneté, sont provisionnés pour la totalité de leur créances, diminuée de la part couverte par l'assurance crédit.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont telles qu'elles apparaissent dans le tableau "état des échéances des créances et dettes" annexé ci-après.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Effectifs

L'effectif moyen du personnel sur l'exercice 2019 est de :	16
L'effectif moyen du personnel sur l'exercice N-1 est de :	17

Impôt sur les sociétés

EMERALD COAST fait partie de l'intégration fiscale dont la tête d'intégration est Pilot SAS depuis le 1er novembre 2005. Les relations entre la société mère Pilot et la filiale sont régies par une convention d'intégration fiscale.

Au titre de l'exercice clos au 31/10/2019, EMERALD COAST est déficitaire à hauteur de 4 641 382 €

Crédit d'impôt:

Au titre du 31/10/2019, Emerald Coast a enregistré, vis-à-vis de PILOT, tête de l'intégration fiscale, une créance de CICE 2019 de 21 403 €. Le CICE de l'année 2019 a permis de participer au financement partiel d'investissements ou de reconstituer le fond de roulement.

Participation

Au titre de son résultat fiscal déclaré au 31/10/19, Emerald Coast n'a pas constitué de réserve de participation.

Comptes consolidés

Les comptes de EMERALD COAST SAS sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de Boardirders Inc, société de droit américain domiciliée 5600 Argosy Circle # 100, HUNTINGTON BEACH, CA 92649.

Engagement de retraite

La provision des indemnités de départ à la retraite est comptabilisée en engagement hors bilan.

Entreprise

Personnel concerné : Cadres et Non cadres.
Convention Collective : BONNETERIE, LINGERIE, CONFECTION,
CHAUSSURES et NEGOCES CONNEXES
(Commerces de gros)
Masse salariale : 558 272,52€
Evolution des salaires :
- Cadres: 1,50%
- Non cadres: 1,50%

Valeur du fonds existant au 01/11/2018 : 0,00 €

Taux de rotation du personnel (turn over) :
- Cadres : Tranche d'âge Turn over
De 14 ans à 62 ans 27,43 %
- Non cadres : Tranche d'âge Turn over
De 14 ans à 62 ans 27,43 %

Hypothèses

Date d'effet : 1er Décembre 2019
Mode de départ à la retraite : Départ à l'initiative du salarié
Taux moyen de charges sociales : 42 %
Table de mortalité pour l'actualisation : TH00-02 pour les hommes et TF00-02 pour les femmes
Taux d'évolution estimée du PASS : 2,00 %
Méthode de calcul : Prospective
Méthode d'amortissement : Amortissement immédiat de la totalité des droits acquis
Gestion financière : multi-supports
Taux de rémunération net du support euro* : 2,20 %
Frais sur versements : 0,55 %
Frais sur encours (en euros et en unités de compte): 0,55 %
*Ce taux est fourni à titre indicatif. Le taux de rémunération dépend des fluctuations des marchés financiers sans garantie de rémunération minimum.

Engagement hors bilan

Néant

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	7	7			7	7
Agents de maîtrise	7	9			7	9
Employés et techniciens	2	1			2	1
Ouvriers					0	0
Autres					0	0
TOTAL	16	17	0	0	16	17

L'effectif moyen du personnel est de :

16

EMERALD COAST
Société par actions simplifiée
au capital de 11 314 005 euros
Siège social : 162, rue Belharra,
64500 ST JEAN DE LUZ

412 730 848 RCS BAYONNE

**DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 30 SEPTEMBRE 2020**

**DECISION D'AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2019**

DEUXIEME DECISION

L'associée unique, sur proposition du Président de la Société, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 octobre 2019 s'élevant à -3 774 210 euros en totalité au compte « autres réserves », lequel s'élèvera ainsi à 3 121 435 euros.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 octobre 2016: Néant

Exercice clos le 31 octobre 2017 : 63 000 000 euros, soit 3 150,00 euros par titre
dividendes non éligibles à l'abattement de 40 % : 63 000 000 euros
(abattement non applicable)

Exercice clos le 31 octobre 2018: Néant

Certifiée conforme
Le Président
David TANNER



EMERALD COAST

Société par actions simplifiée

162, Rue Belharra

64500 Saint-Jean-de-Luz

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2019

EMERALD COAST

Société par actions simplifiée

162, Rue Belharra

64500 Saint-Jean-de-Luz

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2019

A l'associé unique de la société EMERALD COAST

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EMERALD COAST relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par président le 18 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} novembre 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 18 septembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bordeaux, le 28 septembre 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Stéphane LEMANISSIER

COMPTES ANNUELS

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial	850 000	0	850 000	850 000
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	850 000	0	850 000	850 000
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	297 188	297 188	0	4 362
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	297 188	297 188	0	4 362
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	304 837	0	304 837	316 333
TOTAL immobilisations financières	304 837	0	304 837	316 333
Total Actif Immobilisé (II)	1 452 025	297 188	1 154 837	1 170 695
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	9 220 217	442 367	8 777 850	9 353 668
TOTAL Stock	9 220 217	442 367	8 777 850	9 353 668
Avances et acomptes versés sur commandes	10 863	0	10 863	112 740
Clients et comptes rattachés	5 624 446	801 190	4 823 256	2 120 601
Autres créances	36 629 052	0	36 629 052	19 429 338
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	42 264 361	801 190	41 463 171	21 662 679
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	827 126	0	827 126	993 933
TOTAL Disponibilités	827 126	0	827 126	993 933
Charges constatées d'avance	273 334	0	273 334	303 210
Total Actif Circulant (III)	52 585 038	1 243 557	51 341 482	32 313 491
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	4 308 399		4 308 399	3 093 279
Total Général (I à VI)	58 345 462	1 540 744	56 804 718	36 577 465

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 11 314 005	11 314 005	300 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		30 000	30 000
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	6 895 644	965 561
TOTAL Réserves		6 925 644	995 561
Report à nouveau		0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-3 774 209	5 930 083
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		14 465 440	7 225 644
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		4 622 584	3 093 279
Provisions pour charges		0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		4 622 584	3 093 279
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		3 901	7 256
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	389 146	510 966
TOTAL Dettes financières		393 046	518 222
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		5 495 655	6 497 213
Dettes fiscales et sociales		289 232	530 110
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes		31 434 707	18 571 510
TOTAL Dettes d'exploitation		37 219 595	25 598 833
Produits constatés d'avance		40 000	111 317
TOTAL DETTES (IV)		37 652 641	26 228 371
Ecart de conversion Passif (V)		64 053	30 170
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		56 804 718	36 577 465

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	8 811 657	37 730 298	46 541 955	59 475 221
Production vendue biens	0	0	0	0
Production vendue services	79 026	170 867	249 893	352 488
Chiffres d'affaires nets	8 890 683	37 901 165	46 791 848	59 827 708
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			5 455 952	2 562 736
Autres produits			252 729	1 976 002
Total des produits d'exploitation (I)			52 500 529	64 366 445
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			29 412 244	31 875 568
Variation de stock (marchandises)			-2 113 312	-872 534
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			3 564 186	4 207 476
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-1 017 318	-897 376
Autres achats et charges externes			13 597 837	12 727 281
Impôts, taxes et versements assimilés			-5 094	238 301
Salaires et traitements			946 047	1 223 186
Charges sociales			413 479	422 398
Dotations d'exploitation	sur Dotations aux amortissements		40 740	25 985
	immobilisations Dotations aux provisions		0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		5 551 956	4 558 929
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		314 185	0
Autres charges			5 555 360	3 054 442
Total des charges d'exploitation (II)			56 260 310	56 563 655
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-3 759 780	7 802 791
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			28 196	549 217
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 197	1 153
Autres intérêts et produits assimilés			0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			29 393	550 370
Dotations financières aux amortissements et provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			89 772	149 079
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			89 772	149 079
RÉSULTAT FINANCIER			-60 379	401 291
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-3 820 159	8 204 082

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	50 000	90 000
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	50 000	90 000
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 051	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	4 051	0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	45 949	90 000
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	177 315
Impôts sur les bénéfices (X)	0	2 186 684
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	52 579 923	65 006 815
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	56 354 133	59 076 732
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-3 774 210	5 930 083

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/10/2019

dont le total est 56 804 718 € et le résultat s'élève à -3 774 210 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/11/2018 au 31/10/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. Faits caractéristiques

1.1 Intégration du Groupe Billabong en France

Le 24 avril 2018, le groupe Boardriders avait réalisé l'acquisition de l'intégralité des titres de Billabong International Ltd (société de droit australien, holding du groupe Billabong).

L'acquisition de Billabong n'a pas eu d'impact sur l'organisation juridique et opérationnelle de Emerald Coast qui reste dédiée à la conception, au marketing et à la distribution des produits de la marque DC Shoes.

1.2 Augmentation de capital

Par décision du 27 Mars 2019, Na Pali, actionnaire unique la Société, a augmenté le capital d'Emerald Coast pour un montant de 11 014 005 € par émission de 734 267 actions nouvelles faisant suite à une conversion de créance. Cette opération a été réalisée en vue réduire la dette intragroupe d'Emerald Coast et d'améliorer ses fonds propres.

1.3 Changement de dirigeants

Par la décision du 19 Avril 2019, Dave Tanner est nommé Président de Emerald Coast, Greg Healy est nommé Directeur Général de Emerald Coast, en remplacement de Thomas Chambolle.

1.4 Cyber attaque

Le Groupe intégrant Emerald Coast a subi une Cyber Attack mondiale le 24 octobre 2019, occasionnant un ralentissement général de son activité, notamment au niveau de ses entrepôts logistiques qui ne pouvaient plus recevoir de commandes de marchandises. Ce ralentissement a entraîné une perte de chiffres d'affaires significative pour le Groupe.

Le Groupe a toutefois réussi à rapidement stabiliser son environnement informatique et à le sécuriser. L'ensemble de ses données essentielles à la continuité de l'exploitation ont pu être restaurées.

II. Evènements post-clôture

2.1 Contrôle fiscal

Emerald Coast a fait l'objet d'une procédure de vérification de comptabilité concernant la période du 01/11/2014 au 31/10/2017 et l'ensemble des impôts et taxes.

La vérification a démarré le 18 septembre 2018 et la réunion de synthèse au lieu le 11 décembre 2019.

La Société avait reçu une proposition de rectification interruptive de prescription datée du 19 décembre 2018 concernant l'exercice clos le 31/10/2015.

La Société a reçu la proposition de rectification finale en date du 17 décembre 2019 qu'elle a acceptée le 17 janvier 2020. Emerald Coast a reçu l'Avis de Mise en Recouvrement en date du 15 juin 2020 et a réglé à la Direction des Grandes Entreprises 35 486 € correspondant à des rappels de retenue à la source, de CVAE, à des majorations et d'intérêts de retard.

Emerald Coast a également fait l'objet d'un redressement en matière d'IS. Appartenant au Groupe d'Intégration PILOT, les redressements d'IS ont été neutralisés par les déficits reportables du Groupe PILOT.

Conformément à la Convention d'intégration entre PILOT et Emerald Coast, cette dernière a réglé sur l'exercice 2020 le montant de 325 064 € à sa mère PILOT incluant 12 474,36 € d'intérêts de retard.

2.2 La crise épidémique du Covid-19

Entre le 31 Octobre 2019, date de clôture de l'exercice, et la date d'arrêté des comptes par le Président le 18 Septembre 2020, est survenue la crise sanitaire évolutive du Covid-19. Celle-ci a débuté en fin d'année 2019, impactant dans un premier temps la Chine, pays d'établissement des principaux fournisseurs de matières du Groupe BOARDRIDERS. La crise s'est ensuite étendue dans les autres pays du monde, impactant les trois Régions du Groupe BOARDRIDERS.

En Europe, la crise sanitaire du Covid-19 vient frapper le Groupe BOARDRIDERS à partir du mois de mars 2020. Les mesures de fermetures des commerces non essentiels dans l'ensemble des pays européens afin de limiter la propagation de la pandémie du Covid-19 ont eu pour conséquence un arrêt quasi-total de l'activité du Groupe en Europe. L'impact pour le Groupe Europe est sans précédent avec un arrêt quasi total des ventes dans ses réseaux physiques Retail. Les magasins des clients Wholesale de BOARDRIDERS ont également été fermés en quasi-totalité, avec pour conséquence, de très significatives annulations de carnets de commandes.

La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive.

Emerald Coast a pris toutes les mesures d'urgence nécessaires à court terme pour faire face à ses problèmes de trésorerie :

- Tout d'abord, la Société a bénéficié des mesures de chômage partiel pour une partie significative de ses salariés entre les mois d'avril et de septembre 2020
- Ensuite, la Société a bénéficié des mesures gouvernementales prévoyant le report de 3 mois de ses cotisations sociales de mars, avril et mai sans majoration de retard.
- Elle a procédé à des coupes de dépenses (réduction des dépenses de marketing, réduction de toutes les dépenses discrétionnaires de frais généraux et des frais de déplacement).

Pour le reste de l'année 2020 et l'année 2021, le Groupe et la Société prévoient une reprise graduelle de leur activité. En réajustant les frais généraux à la baisse pour être en adéquation avec le niveau des ventes corrigées, la Société et le Groupe pourraient retrouver un résultat d'exploitation équivalent à celui de 2019 au cours de l'année 2022.

III. Continuité d'exploitation

L'associé unique de Emerald Coast, Na Pali a fait l'objet d'un refinancement en date du 24 août 2020, lui permettant d'assurer la continuité de son exploitation et celle de ses filiales.

Emerald Coast bénéficie du soutien financier de son associé unique, jusqu'à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 octobre 2020.

A la date d'arrêté des comptes du Président le 18 Septembre 2020, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté de comptes du 31 octobre 2019 reste appropriée.

IV. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au règlement comptable de l'Autorité des normes comptables ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - Indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Le prix d'achat des progiciels informatiques est porté à ce poste. Ils sont amortis conformément aux dispositions fiscales en vigueur sur une durée pouvant aller de un an à trois ans, selon la nature des progiciels.

Les fonds commerciaux sont comptabilisés selon leur prix d'acquisition. Une dotation de dépréciation est inscrite en comptabilité lorsque la valeur du fonds est inférieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire, en fonction de leur durée d'usage :

Construction	Linéaire	5 à 30 ans
Agencement & aménagement des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel industriel	Linéaire	1 à 10 ans

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Stocks

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les intérêts des emprunts dédiés à la production sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

Créances clients et dépréciations

Les créances clients sont enregistrées en fonction de l'incoterm de livraison des marchandises.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances échues depuis plus de 90 jours (hors contentieux et redressement judiciaire), ainsi que les clients contentieux et les clients en redressement judiciaire, quelque soit leur ancienneté, sont provisionnés pour la totalité de leur créances, diminuée de la part couverte par l'assurance crédit.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont telles qu'elles apparaissent dans le tableau "état des échéances des créances et dettes" annexé ci-après.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Effectifs

L'effectif moyen du personnel sur l'exercice 2019 est de :	16
L'effectif moyen du personnel sur l'exercice N-1 est de :	17

Impôt sur les sociétés

EMERALD COAST fait partie de l'intégration fiscale dont la tête d'intégration est Pilot SAS depuis le 1er novembre 2005. Les relations entre la société mère Pilot et la filiale sont régies par une convention d'intégration fiscale.

Au titre de l'exercice clos au 31/10/2019, EMERALD COAST est déficitaire à hauteur de 4 641 382 €

Crédit d'impôt:

Au titre du 31/10/2019, Emerald Coast a enregistré, vis-à-vis de PILOT, tête de l'intégration fiscale, une créance de CICE 2019 de 21 403 €. Le CICE de l'année 2019 a permis de participer au financement partiel d'investissements ou de reconstituer le fond de roulement.

Participation

Au titre de son résultat fiscal déclaré au 31/10/19, Emerald Coast n'a pas constitué de réserve de participation.

Comptes consolidés

Les comptes de EMERALD COAST SAS sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de Boardirders Inc, société de droit américain domiciliée 5600 Argosy Circle # 100, HUNTINGTON BEACH, CA 92649.

Engagement de retraite

La provision des indemnités de départ à la retraite est comptabilisée en engagement hors bilan.

Entreprise

Personnel concerné : Cadres et Non cadres.
Convention Collective : BONNETERIE, LINGERIE, CONFECTION,
CHAUSSURES et NEGOCES CONNEXES
(Commerces de gros)
Masse salariale : 558 272,52€
Evolution des salaires :
- Cadres: 1,50%
- Non cadres: 1,50%

Valeur du fonds existant au 01/11/2018 : 0,00 €

Taux de rotation du personnel (turn over) :
- Cadres : Tranche d'âge Turn over
De 14 ans à 62 ans 27,43 %
- Non cadres : Tranche d'âge Turn over
De 14 ans à 62 ans 27,43 %

Hypothèses

Date d'effet : 1er Décembre 2019
Mode de départ à la retraite : Départ à l'initiative du salarié
Taux moyen de charges sociales : 42 %
Table de mortalité pour l'actualisation : TH00-02 pour les hommes et TF00-02 pour les femmes
Taux d'évolution estimée du PASS : 2,00 %
Méthode de calcul : Prospective
Méthode d'amortissement : Amortissement immédiat de la totalité des droits acquis
Gestion financière : multi-supports
Taux de rémunération net du support euro* : 2,20 %
Frais sur versements : 0,55 %
Frais sur encours (en euros et en unités de compte): 0,55 %
*Ce taux est fourni à titre indicatif. Le taux de rémunération dépend des fluctuations des marchés financiers sans garantie de rémunération minimum.

Engagement hors bilan

Néant

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	7	7			7	7
Agents de maîtrise	7	9			7	9
Employés et techniciens	2	1			2	1
Ouvriers					0	0
Autres					0	0
TOTAL	16	17	0	0	16	17

L'effectif moyen du personnel est de :

16

Immobilisations

Cadre A		IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
				Réévaluation	Acqu. et apports	
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0	
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			850 000	0	0	
Terrains			0	0	0	
Constructions	Sur sol propre		0	0	0	
	Sur sol d'autrui		0	0	0	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions		0	0	0	
Installations techniques, matériel et outillage industriels			0	0	0	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		297 188	0	0	
	Matériel de transport		0	0	0	
	Matériel de bureau et mobilier informatique		0	0	0	
	Emballages récupérables et divers		0	0	0	
Immobilisations corporelles en cours			0	0	0	
Avances et acomptes			0	0	0	
TOTAL (III)			297 188	0	0	
Participations évaluées par mise en équivalence			0	0	0	
Autres participations			0	0	0	
Autres titres immobilisés			0	0	0	
Prêts et autres immobilisations financières			316 333	0	4 504	
TOTAL (IV)			316 333	0	4 504	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			1 463 521	0	4 504	
Cadre B	IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
			Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)			0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			0	0	850 000	0
Terrains			0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre		0	0	0	0
	Sur sol d'autrui		0	0	0	0
	Installations générales, agencements et		0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels			0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements.		0	0	297 188	0
	Matériel de transport		0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique		0	0	0	0
	Emballages récupérables et divers		0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours			0	0	0	0
Avances et acomptes			0	0	0	0
TOTAL (III)			0	0	297 188	0
Participations évaluées par mise en équivalence			0	0	0	0
Autres participations			0	0	0	0
Autres titres immobilisés			0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières			0	16 000	304 837	0
TOTAL (IV)			0	16 000	304 837	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			0	16 000	1 452 025	0

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables				Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)				0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				0	0	0	0
Terrains				0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre			0	0	0	0
	Sur sol d'autrui			0	0	0	0
	Installations générales, agencements			0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages				0	0	0	0
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers			292 826	4 362	0	297 188
	Matériel de transport			0	0	0	0
	Matériel de bureau, informatique et mobilier			0	0	0	0
	Emballages récupérables et divers			0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)				292 826	4 362	0	297 188
TOTAL GENERAL (I + II + III)				292 826	4 362	0	297 188
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	0	0	0	0	0	0	0
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		0	0	0	0	0	0
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations				0	0	0	0

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	0	0	0	0
Provisions pour litige	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	3 093 279	4 308 399	3 093 279	4 308 399
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	314 185	0	314 185
TOTAL (II)	3 093 279	4 622 584	3 093 279	4 622 584
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	498 448	442 367	498 448	442 367
Provisions sur comptes clients	967 203	801 190	967 203	801 190
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	1 465 651	1 243 557	1 465 651	1 243 557
TOTAL GENERAL (I + II + III)	4 558 929	5 866 141	4 558 929	5 866 141
Dont dotations et reprises d'exploitation		5 866 141	4 558 929	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				0	0	0	
Prêts				0	0	0	
Autres immos financières				304 837	272 585	32 252	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE				304 837	272 585	32 252	
Clients douteux ou litigieux				0	0	0	
Autres créances				5 624 446	5 624 446	0	
Créances représentatives de titres prêtés				0	0	0	
Personnel et comptes rattachés				0	0	0	
Securité sociale et autres organismes sociaux				0	0	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices			0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée			1 127 256	1 127 256	0	
	Autres impôts			0	0	0	
	Etat - divers			161 371	161 371	0	
Groupes et associés				34 677 337	34 677 337	0	
Débiteurs divers				663 089	663 089	0	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT				42 253 498	42 253 498	0	
Charges constatées d'avance				273 334	273 334	0	
TOTAL DES CREANCES				42 831 669	42 799 417	32 252	
Prêts accordés en cours d'exercice				0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice				0			
Prêts et avances consentis aux associés				0			
Cadre B	Etat des dettes			Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles				0	0	0	0
Autres emprunts obligataires				0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				3 901	3 901	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers				389 146	118 223	270 923	0
Fournisseurs et comptes rattachés				5 495 655	5 495 655	0	0
Personnel et comptes rattachés				197 067	197 067	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				54 188	51 643	2 545	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée			6 400	6 400	0	0
	Obligations cautionnées			0	0	0	0
	Autres impôts			31 578	31 578	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				0	0	0	0
Groupes et associés				25 813 877	25 813 877	0	0
Autres dettes				5 621 396	5 621 396	0	0
Dette représentative de titres empruntés				0	0	0	0
Produits constatés d'avance				40 000	40 000	0	0
TOTAL DES DETTES				37 653 206	37 379 738	273 468	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice				0			

capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Résultat N	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	300 000	11 014 005						11 314 005
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0							0
Ecart de réévaluation	0							0
Réserve légale	30 000							30 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0							0
Réserves réglementées	0							0
Autres réserves	965 561				5 930 083			6 895 644
Report à nouveau	0							0
Résultat de l'exercice	5 930 083				-5 930 083	-3 774 209		-3 774 209
Subventions d'investissement	0							0
Provisions réglementées	0							0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	7 225 644	11 014 005	0	0	0	-3 774 209	0	14 465 440

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	0
Autres emprunts obligataires	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0
Emprunts et dettes financières divers	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 480 277
Dettes fiscales et sociales	58 766
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0
Autres dettes	3 227 889
Total	4 766 932

Produits à recevoir

	Montant
Créances rattachées à des participations	0
Autres immobilisations financières	0
Créances clients et comptes rattachés	0
Personnel et comptes rattachés	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0
Etat et autres collectivités publiques	0
Autres créances	27 371
Disponibilités	0
Total	27 371

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Echantillons	36 933	0	0
PLV- Corner	134 287	0	0
Frais Deplacement	2 368	0	0
Loyers	1 687	0	0
Sponsoring	80 000	0	0
Divers	18 059	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	273 334	0	0

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Contrat Distribution	40 000	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	40 000	0	0

Afin que le lecteur des comptes annuels puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est fournie.

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Produit Cession Immo	0	50 000
Penalites	4 051	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	4 051	50 000

Transferts de charges

Transferts de charges	Exploitation
Transferts de charges d'exploitation	897 023
Transferts de charges financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	0
TOTAL	897 023